

Je suis retournée à mes archives. Voici quelques prophéties sur notre enfer et celui des Palestiniens

lundi 12 février 2024, par [HAMMERMANN Ilana](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2024).

« Abandonnez tout espoir, vous qui entrez ici », est le titre donné par le poète Meir Wieseltier (inspiré de l'inscription sur les portes de l'Enfer dans le livre de Dante Alighieri) à la sombre chronique qu'il a rédigée en janvier 1988 pour le quotidien *Yediot Aharonot*, à son retour d'un voyage à Gaza que j'ai réussi à organiser pour un grand groupe d'écrivains israéliens, avec l'aide d'amis et de connaissances à Gaza.

Distribution alimentaire à Khan Yunis, ce mois-ci. Écraser la vie des gens, des enfants aux personnes âgées Photo : Hatem Ali / AP

J'ai récemment trouvé une coupure froissée de cette chronique en étalant sur le sol devant moi les coupures de journaux que j'avais rassemblées sur la politique d'occupation à Gaza et en Cisjordanie, la plupart datant des années 80 et 90 du siècle dernier, et certains des années plus tard. Pendant de nombreuses heures, j'ai regardé les morceaux jaunis collés les uns aux autres, détachés, déchirés et éparpillés, à nouveau rassemblés et liés à la triste histoire des habitant.es de ces zones. À Gaza, leur histoire a déjà pris des proportions infernales au cours de ces années qui ont marqué le déclenchement de la première Intifada et sa répression d'une main de fer ; il y avait peu de familles dans la bande de Gaza dans lesquelles aucun de leurs fils n'avait été arrêté, blessé ou tué, alors qu'en Cisjordanie un autre chapitre s'est ajouté à l'histoire des exactions commises par Israël à l'encontre des habitant.es et des actes de terrorisme commis par les Palestinien.nes contre des civils d'ici.

En parcourant les coupures de journaux, mes souvenirs personnels se sont également réveillés et j'ai eu du mal à croire que cette réalité violente, arrogante et perverse que je connaissais de près, à la fois à Gaza, en Cisjordanie et dans ma ville de Jérusalem, dans laquelle des Palestinien.nes de Cisjordanie se sont fait exploser et blessés et tués des civils à proximité des endroits où les membres de ma famille, mes amis et moi-même nous trouvions également. J'ai ensuite documenté la vie sous l'occupation à Gaza et en Cisjordanie et j'ai vécu et manifesté avec mes quelques partenaires dans la société israélienne. Nous étions encore au milieu de notre vie, nous espérions un avenir différent - et nous avons été vaincus.

Nous avons également été vaincus à Gaza après le « désengagement » de 2005. Car contrairement à ce qui a été récemment écrit ici, même après cela, Israël n'a pas lâché la bande de Gaza. Il a maintenu le contrôle de son espace aérien et maritime ainsi que des passages terrestres entre Gaza d'une part, et Israël et la Cisjordanie d'autre part, et en mer. Il a non seulement empêché le trafic en provenance et à destination de Gaza, mais a également réduit et élargi à volonté la zone autorisée à la pêche, l'une des principales sources de revenus des habitants. En outre, comme en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, Israël a conservé le contrôle du registre des résident.es - un outil central de surveillance qui détermine qui peut détenir une carte d'identité et les droits qu'elle confère, et qui

est sujet à expulsion.

En 2007, après la violente prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas, Israël a imposé un blocus strict, qui a duré près de 17 ans : l'exportation de marchandises de Gaza à des fins de commercialisation était pour la plupart interdite ; l'entrée des marchandises était limitée au « minimum humanitaire » fixé par Israël, jusqu'au niveau du nombre de calories nécessaires à une personne ; l'entrée de carburant a été réduite et la circulation des personnes entre Gaza et la Cisjordanie a été presque totalement empêchée. Même le passage de Rafah vers l'Égypte, le seul qui restait ouvert en principe, a été hermétiquement fermé pendant de longues périodes, et le reste du temps, son passage était une opération compliquée et très coûteuse pour les habitants de la bande de Gaza.

C'est ainsi que le bouclage a transformé la bande de Gaza en un immense camp de détention surpeuplé. Il y a abaissé le niveau de vie à tel point que les institutions internationales ont déterminé que cette terre était sur le point de devenir une terre impropre à l'habitation humaine, une tâche qu'Israël accomplit ces jours-ci. Alors que le Hamas - un mouvement religieux fanatique qui prône non seulement la destruction de l'État d'Israël, mais aussi l'établissement d'un État islamique en Palestine et n'a aucun intérêt à établir une société civile ouverte et démocratique (qui pourrait également se révolter contre lui) - ce Hamas a été soutenu pendant la plupart des années, pour des raisons politiques, par Israël. D'abord dans le but d'affaiblir les mouvements modérés dans la bande de Gaza, puis de séparer la bande de Gaza de la Cisjordanie, dont la prise de contrôle était en fait - et pendant longtemps également en droit - l'objectif de la politique israélienne. Et très vite, les « vagues » de violence ont commencé - d'où les roquettes lancées depuis la bande de Gaza, et donc les « opérations » israéliennes. Celles-ci et celles-là ont fait du mal à des civils.

Même pendant ces mauvaises années, une chronique courageuse d'une femme de Kfar Aza, Michal Vasser, s'est glissée dans mes archives. En 2012, au milieu de l'opération « Colonne de nuée », elle a écrit : « *Si vous souhaitez arrêter les hostilités de l'autre côté, ouvrez vos oreilles et commencez à écouter. Si nous sommes importants pour vous, arrêtez de nous protéger avec des missiles et des 'assassinats ciblés' et 'bombardements aériens de préparation'. Au lieu de l'opération 'Colonne de nuée', optez pour l'opération 'Espoir pour l'avenir'. C'est plus compliqué, ça nécessite une respiration plus longue, c'est moins populaire - mais c'est la seule issue* » (Haaretz , 15/11/12). Cette femme a également été vaincue. Et aussi l'espoir pour l'avenir.

Il n'existe pas encore de système juridique décent qui légaliserait l'utilisation de bombes de 900 kg au sein d'une population civile dense, y compris dans les zones déclarées sûres.

Et c'est désormais notre plus grand désastre. Car il ne fait aucun doute que c'est cette réalité en particulier qui a conduit aux tragédies personnelles et collectives que les membres du Hamas et leurs collaborateurs ont déclenchées contre les localités du Néguev occidental le 7 octobre et contre les fêtards du festival de musique de Réïm et leurs familles, et à la tragédie des massacres et des destructions complètes que l'armée israélienne - avec le soutien de la majorité de la société israélienne juive - affecte désormais plus de deux millions d'habitants de la bande de Gaza.

Destruction à Gaza. Dans certaines colonies du nord de la bande de Gaza, comme la ville de Beit Hanoun et le camp de Jabaliya, des zones entières ont été rasées. Photo : Adel Hanna/AP

De même, la renonciation (sous couvert de vils mensonges) au sauvetage des personnes enlevées qui sont toujours emprisonnées dans la bande de Gaza dans l'espoir d'un « effondrement » complet du Hamas (qui n'aboutira pas) et de la bande de Gaza tout entière (qui a déjà réussi) - est aussi l'un des signes du présent cauchemardesque qui obscurcit ces journées-ci. Oui, il y a un contexte au pogrom du Hamas du 7 octobre et ce qui a suivi, et il y a un contexte à la guerre sanglante entre forces inégales qui se déroule ces jours-ci en Cisjordanie. Plus que n'importe quelle institution éducative, c'est la réalité sans espérance, dans laquelle génération après génération de Palestinien.nes sont condamnées à naître, à vivre et à mourir, qui alimente la haine envers Israël. C'est de la folie de nier cela, de la folie, de l'aveuglement et de la fraude malveillante des parties intéressées, qui tiennent déjà aujourd'hui le gouvernail du pouvoir en Israël.

C'est ce contexte, dans ses menus détails, qu'on fait revivre sous mes yeux ces coupures de presse usées de mes modestes archives, qui pendant de nombreuses années ont accumulé la poussière au fond d'un petit placard, et sans doute aussi dans ma mémoire. Elles documentent, autant à Gaza qu'en Cisjordanie, la politique de contrôle des territoires occupés en 1967 : l'emprisonnement des résident.es des camps de réfugié.es derrière des clôtures et la fermeture des villages et des villes par des points de contrôle ; l'étouffement par couvre-feux prolongés qui leur sont imposés ; les grenades lacrymogènes qui ont mis en danger la vie des enfants, des malades et des personnes âgées à l'intérieur de leurs maisons ; les effractions sauvages et armées dans des maisons privées, à des fins d'arrestations, de « cartographie », ou simplement d'intimidation, d'humiliation de leurs habitant.es et de destruction de leurs biens.

Elles documentent les arrestations arbitraires en pleine nuit ; les coups et les coups de pied infligés par les mains et les pieds de soldats et de policiers de la Garde aux frontières [*unité militarisée dépendant de la police, connue pour sa brutalité, très active en Cisjordanie - E.*] lors du transport de détenus menottés et aux yeux bandés vers les centres de détention ; la démolition de maisons devant les parents et leurs enfants ; les tirs à balles réelles afin de blesser, mutiler et même tuer des manifestant.es, des abus secrets et publics contre des jeunes pris au hasard dans les champs et sur les routes, et la torture de détenu.es et de prisonniers dans les centres d'interrogatoire et les camps de détention. C'est également le contexte des actes de terrorisme contre des civils qui se sont multipliés dans ces années-là, et c'est le contexte essentiel et quotidien de la haine et du cycle sans fin d'effusion de sang dans nos vies et dans leurs vies dans ce pays - et du désastre actuel, qui est le plus terrible de tous ses prédécesseurs.

J'ai été surpris de me rappeler avec quelle précision et honnêteté étonnantes, même à l'époque, des personnes raisonnables avaient prévu l'enfer dans lequel nous et les Palestinien.nes sommes piégés aujourd'hui : assassinés et torturés, et du fait de l'écart dans le rapport de forces entre nous et eux, on assassine et on torture plusieurs fois plus. Leurs avertissements et leurs propos oubliés noircissent et jaunissent depuis des décennies sur les coupures de presse que j'ai conservées. Voici des extraits de trois d'entre eux, tous décédés.

Ze'ev Schiff, le commentateur militaire du *Haaretz*, écrivait il y a 38 ans : « *Le sens de la politique du Likoud est un État binational en Terre d'Israël [soit la Palestine historique dans son intégralité dans la terminologie sioniste, notamment avant 1948 - E.], où une seule partie jouira d'une pleine égalité de droits. Cela veut dire que la terreur en Terre d'Israël ne s'arrêtera pas. La population arabe continuera de croître. Sa jeune génération tirera les leçons des échecs de ses prédécesseurs et d'Israël également. Le nombre de ceux parmi elles qui seront préparés à des actes terroristes ne diminuera pas dans le futur. Nous assisterons encore et encore à des meurtres brutaux de Juifs... Même les modérés de la population juive ne pourront pas se retenir et exigeront des mesures*

vigoureuses contre les terroristes et contre ceux qui les soutiennent parmi les Arabes. Causes et conséquences seront brouillées et oubliées. L'incapacité de vaincre le terrorisme avec des moyens normaux et communs amènera de plus en plus de gens dans le public juif à adopter la façon de penser de Kahane [prononcé le plus souvent Kahana - E.], à expulser les Arabes, à croire en l'illusion que c'est la manière de résoudre le conflit » (25.8.85).

La triste vérité est que le système judiciaire israélien et la Haute Cour à sa tête ont depuis longtemps été victimes de l'occupation et ont adopté les nouvelles normes de la société israélienne.

Yitzhak Ben Aharon, personnalité publique centrale et éminente de son époque [*homme politique et secrétaire générale de la Histadrout, considérée par certains comme une centrale syndicale (1969-1973) - E.*], s'est entretenu en 1987 avec l'écrivain et éditeur Dan Shavit. Shavit lui a demandé s'il était possible de « passer » différemment les 20 dernières années (c'est-à-dire depuis la guerre de juin 1967). « Cela ne fait aucun doute », lui répondit Ben Aharon. « *Oui, je l'ai dit à l'époque, et je le répète maintenant sans réserve, la grande victoire a été aussi le grand désastre de l'État d'Israël. Et cela est dû à la transformation d'Israël en un pays au ton colonial, avec tous que cela implique en ce qui concerne la formation de l'image de notre société et l'éducation de notre jeune génération en tant qu'une génération de geôliers... et je dis que les vingt années qui se sont écoulées ont prouvé à quel point j'avais raison. Nous sommes devenus un État de gardiens de prison, un État d'oppression [1] contre notre volonté et contre notre perception" » (La date exacte de publication et son emplacement ne sont pas répertoriés sur les pages que j'ai extraites de la source [2]).*

Force d'artillerie de Tsahal [l'armée israélienne] dans la région qui entoure la bande de Gaza, en novembre. La puissance militaire d'Israël, devenue le seul outil auquel il s'accroche pour exister, n'a jamais pu et ne pourra jamais réaliser seule une « image finale de la victoire ». Photo : Ilan Assayag

Zeev Sternhell, historien et chercheur sur le fascisme, a écrit en 1989 des choses que je voudrais citer longuement ici. L'article a été écrit dans le contexte d'une discrimination extrême contre les citoyens arabes d'Israël et contre les juifs de gauche opposés à l'occupation, qui ternit déjà le système d'application de la loi. La sombre prophétie de cet article se réalise rapidement ces dernières années :

« L'Israël d'aujourd'hui est une sorte de laboratoire d'expériences politiques fascinantes. Au centre se trouve la question de savoir combien de temps faudra-t-il pour que les dernières lignes de défense de notre démocratie commencent à s'effondrer une à une. Ces derniers jours, on a l'impression que très peu de temps s'écoulera. Comme dans toute expérience en laboratoire, vous n'êtes pas obligé de tout inventer vous-même. Une expérience très riche a déjà été accumulée au cours de ce siècle, et il suffit d'ouvrir les yeux et d'observer un passé pas si lointain. En effet, cette histoire montre que ce ne sont pas les guerres extérieures, ni l'inflation, ni la pauvreté et le chômage qui ont détruit la démocratie en Europe entre les deux guerres. Ce qui l'a réellement détruite, c'est l'effondrement de la foi dans quelques valeurs universelles simples : la liberté, la justice, l'égalité devant la loi... La fin de la démocratie en Allemagne n'est pas venue le jour où les milices nazies ont tué le premier

manifestant de gauche, mais lorsqu'un nazi fut condamné à trois mois de prison pour le même délit qu'un communiste fut condamné à trois ans... l'effondrement a eu lieu lorsque les peines commencèrent à être fonction de l'identité idéologique du délinquant et de la motivation qui l'avait amené à commettre le délit. Les changements ne se sont pas produits dans la législation, mais dans les normes sociales que le système d'application de la loi ne faisait que refléter » (Hadashot, 2.6.1989).

La fin de l'article écrit il y a trois décennies et demie est aussi une prophétie et une réponse en avance sur son temps, non seulement pour les Israélien.nes qui s'accrochent à la Haute Cour pour protester contre le coup d'État judiciaire, mais aussi pour ceux qui s'en remettent aujourd'hui à propos de l'audience devant la Cour internationale de justice de La Haye. Sternhell écrivait à ce sujet : « *Ici, l'argument gagnant sera avancé : pourquoi devrions-nous nous inquiéter, après tout, nous avons la Haute Cour de justice... même si c'est vrai, mais cela aussi peut prendre fin. Les juges suprêmes et le procureur de l'État [l'équivalent du ministère public - E.] ne sont que des êtres humains. Ils ne voudront pas non plus lutter seuls contre le monde entier... Ils vivent aussi dans cette société et ne veulent pas en être séparés. Ce n'est qu'une question de temps avant que les nouvelles mentalités commencent à façonner leurs modèles de travail. Il n'est pas possible que la société adopte de nouvelles normes, et que celles-ci ne se reflètent pas dans le système juridique. Par ailleurs, les nouvelles normes sont une conséquence de la situation coloniale apparue en Judée-Samarie : ce n'est également qu'une question de temps, jusqu'à ce que l'ordre démocratique tombe en victime de l'occupation.* »

La triste vérité est que le système judiciaire israélien et la Haute Cour de justice à sa tête ont depuis longtemps été victimes de l'occupation et ont adopté les nouvelles normes de la société israélienne, du moins en ce qui concerne le contrôle militaire et civil de la Cisjordanie. Ces normes tordues, qui ne sont plus nouvelles, se retrouvent ouvertement et explicitement dans les arrêts de la Haute Cour. Contrairement aux règles du droit international humanitaire, qui s'appliquent aux périodes de guerre et d'occupation, le système juridique israélien n'a pas empêché, mais a même renforcé et rendu licite, la prise de contrôle civile israélienne de la Cisjordanie et l'abandon de ses habitant.es à la politique de l'annexion et de la colonisation des gouvernements israéliens, à commencer par les lois foncières (définition des terres de l'État et leur utilisation) - et se terminant par la destruction de maisons et le déracinement de communautés entières de leurs maisons et de leurs terres.

Et quant à ce qui se passe ces mois-ci à Gaza, aucun système juridique décent, respectueux des règles du droit international en temps de guerre, n'a encore été créé, qui légaliserait l'utilisation d'armes aussi lourdes et meurtrières, y compris des bombes de 900 kg, au cœur d'une population civile si dense, y compris dans des zones déclarées sûres et où les citoyens ont été appelés à s'enfuir. Mais ce carnage et cette destruction, cet écrasement de la vie des gens, des enfants aux personnes âgées, ne sont pas seulement une question pour de délibérations juridiques ; et même pas seulement pour un jugement éthique et des valeurs, dont la société israélienne, en dépit de la douleur et la colère, n'y fait même pas face à l'heure actuelle. Ce qui aurait dû depuis longtemps déjà arbitrer ici, c'est la futilité : la puissance militaire d'Israël, devenue le seul outil auquel il s'accroche pour exister, n'a jamais pu et ne pourra jamais réaliser seule une « image finale de la victoire » qui garantirait à ses citoyen.nes une chance durable pour une vie digne et bonne.

Comme l'écrivait Meir Wieseltier à la fin de sa vie : « Ni vous ni moi ne l'aurons, / avons-nous dit aux voisins. / Qu'est-ce qui n'arrivera pas ? (Ils n'ont pas étudié la Bible) / État [ou pays]. À la fin, il n'y aura pas d'État. / D'abord, vous n'en aurez pas. / À la fin, il n'y en aura pas non plus pour nous. / Et que se passera-t-il ? L'enfer sur terre — réjouissons-nous et soyons heureux » (*Tatouages tardifs - Derniers poèmes, 2018-2023, Ha-Sifriyah ha-hadashah le-shirah, 2023*).

Ilana Hammerman

P.-S.

- Traduit de l'Hébreu par E. pour ESSF.

Source : Haaretz. 08 février 2024 ; 20 00 :

<https://www.haaretz.co.il/opinions/2024-02-08/ty-article-opinion/.premium/0000018d-8852-d424-abad-9b5a16fb0000>

Notes

[1] En hébreu israélien, « État » tient souvent lieu de « Pays » - E.

[2] Peut-être dans le livre *Conversations avec Ben Aharon* / Dan Shavit et Yitzhak Ben Aharon, Ha-Kibboutz ha-meuchad, 1984